



**Le Syndicat.  
Die Gewerkschaft.  
Il Sindacato.**

## **Assemblée des délégué-e-s du Secteur industrie du 13 novembre 2015**

### **Résolution : La crise du franc est faite maison – unissons-nous pour obtenir un changement de cap**

**L'industrie, c'est nous. Nous devons forcer la Banque nationale à modifier sa politique car elle détruit des emplois et l'avenir industriel de la Suisse. Nous appelons les patrons à faire front commun avec nous contre la politique de la BNS.**

La Banque nationale nuit à la Suisse. Normalement, elle devrait servir les « intérêts généraux » de notre pays. C'est du moins ce que stipule l'art. 99 de la Constitution fédérale. Or, la BNS agit uniquement dans l'intérêt de la place bancaire et des spéculateurs. Elle met en pièces la place industrielle et intellectuelle, ô combien plus importante pour l'économie suisse.

La décision de surévaluer massivement le franc, prise le 15 janvier 2015 par le directoire de la BNS, est une attaque en règle contre nos emplois et contre la paix sociale en Suisse. Les motifs invoqués par la BNS n'étaient que des prétextes. Il n'y avait pas de « nécessité ». Les économistes, et même d'anciens cadres de la Banque nationale, sont largement d'accord à ce sujet : les trois directeurs de la BNS ont agi pour des motifs idéologiques.

Dix mois plus tard, cette attaque développe toute sa puissance destructrice. Elle a déjà anéanti des milliers d'emplois et d'existences. Ces prochains mois, le franc dopé à des fins spéculatives accélérera ses dévastations dans l'industrie, le tourisme et d'autres branches. Aujourd'hui, les annonces de licenciements collectifs s'enchaînent.

- Les exportations ont chuté sur un large front. Rien qu'au troisième trimestre 2015, les exportations de l'industrie MEM ont reculé de 9,1 pour cent, et celles de l'industrie horlogère de 8,6 pour cent (en valeur). Il s'agit de l'effondrement le plus brutal depuis la crise économique mondiale de 2009.
- En octobre 2015, par rapport au même mois de l'année précédente, le nombre de chômeurs était supérieur de 15 pour cent dans l'industrie, de 22,6 pour cent dans la métallurgie, de 29,9 pour cent dans la construction de machines, et de 33,4 pour cent dans l'industrie horlogère.
- A moins 6,4, l'indicateur de l'emploi du KOF pour le quatrième trimestre est alarmant. Reflet des attentes des entreprises, il est annonciateur de vagues de licenciements.
- Une nouvelle vague de délocalisation commence à déferler : De grandes entreprises industrielles s'adressent à des fournisseurs étrangers et la structure des PME en pâtit gravement. Par ailleurs, toujours plus de sociétés délocalisent des emplois à l'étranger.

***Cette crise est faite maison. Pourtant, le Parlement et le Conseil fédéral, dominés par l'UDC et le PLR, se refusent à assumer leur rôle et à ordonner à la Banque nationale de servir les intérêts généraux du pays.***

En conséquence, seule une position ferme et commune des syndicats et des patrons pourront forcer la BNS à rectifier sa politique.

***Pourtant à ce jour, les associations patronales refusent de faire front commun pour la place industrielle. Car elles préfèrent opter pour le démantèlement des acquis sociaux, les baisses de salaire et les licenciements. Par leur attitude coupable, elles mettent fin au partenariat social et à la paix sociale.***

La Banque nationale a largement dépassé les limites de ses compétences. Elle est devenue l'un des plus grands spéculateurs des marchés financiers. Son appréciation du franc s'inscrit dans l'offensive néolibérale menée contre les travailleurs et les travailleuses.

***Nous appelons aujourd'hui les patrons à rejoindre au plus vite les syndicats pour, ensemble, forcer la BNS à affaiblir rapidement ce franc meurtrier. Il faut remplacer le directoire de la BNS et imposer un cours du franc supportable.***

Pour l'aide qu'il propose afin de trouver des solutions dans les entreprises (par ex. Stadler Rail), le syndicat Unia pose pour conditions la transparence des chiffres et la garantie des emplois. Néanmoins, la crise du franc ne se résoudra pas au niveau de l'entreprise. Des solutions politiques sont indispensables. Nous ne tomberons pas dans le piège d'accepter le démontage de nos acquis, une entreprise après l'autre.

***Au contraire : Nous nous défendrons par tous les moyens contre les licenciements collectifs, les baisses salariales et toute autre mesure unilatérale prise par les patrons.***

L'anéantissement de l'industrie en Suisse n'est pas une fatalité mais une décision politique. L'industrie est la base de toute création de valeur économique. L'industrie, c'est nous.